

IMF Survey

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Les politiques prudentes qu'ils ont menées aident les pays d'Afrique subsaharienne à faire face à la crise

Bulletin en ligne du FMI

Le 3 octobre 2009

- L'Afrique a été durement éprouvée par la récession mondiale, mais elle semble bien résister
- Grâce aux politiques prudentes que de nombreux pays ont menées dans le passé, ils disposent de la marge de manœuvre nécessaire pour affronter le ralentissement
- Il y a de bonnes raisons d'établir pour 2010 des budgets de nature à alimenter la reprise économique

Un certain optimisme est justifié dans la mesure où les résultats économiques de l'Afrique subsaharienne par rapport au reste du monde s'annoncent meilleurs que par le passé, estime le FMI. Cela dit, le ralentissement mondial fait payer un lourd tribut à la région, qui souffre d'autant plus que la pauvreté y est endémique.

Tandis que le cycle économique entre dans une phase de redressement, un certain optimisme est justifié dans la mesure où les résultats de l'Afrique subsaharienne par rapport au reste du monde s'annoncent meilleurs que par le passé, estime le FMI. Cela dit, le ralentissement mondial fait payer un lourd tribut à la région, qui souffre d'autant plus que la pauvreté y est endémique.

Dans son rapport sur les *Perspectives économiques régionales* du sous-continent, le FMI indique que les pays de la région devraient connaître une reprise à l'image de celle qui est prévue dans le reste du monde. Il ajoute que les revenus moyens par habitant devraient échapper aux baisses durables qui ont caractérisé les ralentissements antérieurs, mais que le niveau de vie de certaines populations pourrait fortement se dégrader et la pauvreté nettement s'aggraver par endroits.

La plupart des économies de la région semblent mieux réagir que par le passé à la crise économique mondiale actuelle. Les politiques monétaires et budgétaires ont ainsi été mises à contribution pour contrer les effets du ralentissement de l'activité et, dans l'ensemble, la région paraît avoir évité les dérèglements macroéconomiques majeurs qui ont suivi les récessions mondiales antérieures.

La croissance de la production devrait être de 1 % seulement en 2009, contre 5½ %, d'après les estimations, en 2008 (voir tableau). Si les autorités continuent d'appliquer des politiques accommodantes, et si l'économie mondiale se redresse comme on s'y attend actuellement, la croissance devrait atteindre un peu plus de 4 % en 2010 en Afrique subsaharienne. Mais les risques sont grands de voir la situation se dégrader.

Une meilleure réaction

Dans l'ensemble, l'Afrique subsaharienne paraît avoir évité les dérèglements macroéconomiques majeurs qui ont suivi les récessions mondiales antérieures.

(variation en pourcentage)

	2007	Est. 2008	Proj. 2009	Proj. 2010
PIB réel	6,9	5,5	1,2	4,1
Dont : Exportat. de pétrole ¹	9,2	7,0	1,9	5,5
Importat. de pétrole	5,7	4,7	0,8	3,4
PIB réel hors pétrole	7,9	6,3	2,1	4,3
Prix à la consommation	7,1	11,6	10,6	7,3
Dont : Exportat. de pétrole	5,6	10,5	10,6	8,9
Importat. de pétrole	7,9	12,2	10,6	6,5
PIB par habitant	4,8	3,1	-0,9	2,0

Sources : FMI, base de données du Département Afrique; et base de données des Perspectives de l'économie mondiale.

Note : Données connues au 14 avril 2009. Moyenne arithmétique des données relatives à chaque pays, pondérées par le PIB.

¹Angola, Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria et Tchad.

Marge de manœuvre

Il semblerait que, grâce aux politiques macroéconomiques prudentes qu'ils ont menées pendant la phase récente d'expansion, les pays d'Afrique subsaharienne aient disposé d'une certaine marge de manœuvre pour affronter le ralentissement. Sur le plan budgétaire, par exemple, nombre d'entre eux ont pu laisser jouer les stabilisateurs automatiques et, dans certains cas, appliquer activement des mesures anticycliques.

Pour l'ensemble de la région, le solde budgétaire (dons compris) est passé d'un excédent d'un peu plus de 1¼ % du PIB en 2008 à un déficit prévu de 4¾ % en 2009. Cette situation tranche nettement avec l'augmentation beaucoup plus modérée des déficits observée lors des récessions mondiales antérieures, qui s'explique non seulement par la moindre ampleur des chocs subi alors par l'appareil productif, mais

aussi très probablement par le fait que le niveau déjà élevé des déficits au début des récessions antérieures, souvent accompagné d'un fort endettement, limitait la marge de manœuvre.

Sur le plan extérieur aussi, à la différence très nette de ce qui s'est passé dans les récessions antérieures, le solde courant de la région est resté relativement solide en 2008 et les réserves internationales, assez élevées. Cela a permis à la plupart des pays de faire face à la forte diminution des entrées de devises sans provoquer une crise de réserves.

Priorités

Un redémarrage rapide de l'activité en Afrique subsaharienne suppose que le pire du ralentissement soit déjà passé, soulignent les auteurs, ce dont on n'a au mieux, rappellent-ils, que des preuves incomplètes. Dans ces conditions, le rapport énumère plusieurs actions à mener en priorité.

- Les pays ont laissé jouer, à divers degrés, les stabilisateurs automatiques pour les recettes publiques et, dans certains cas, augmenté les dépenses discrétionnaires. Il faut éviter de mettre fin trop tôt à ces mesures de relance. Il y a de bonnes raisons d'établir pour 2010 des budgets de nature à alimenter la reprise.
- Quand on aura des preuves de la solidité du redressement conjoncturel, il faudra orienter beaucoup plus la politique budgétaire **en fonction de considérations à moyen terme** — notamment les problèmes de croissance et de viabilité de la dette.
- Dans les pays où les contraintes de financement sont plus fortes, la politique économique doit continuer à **contenir les déséquilibres macroéconomiques** pour les empêcher d'entraver davantage la croissance.
- Il est encore plus souhaitable que **la politique monétaire continue à soutenir l'activité** dans les prochains mois. L'inflation est redescendue en dessous de 10 % dans la plupart des pays, l'assouplissement de la politique monétaire a été jusqu'à présent relativement limité, et l'éventualité d'un excès de liquidités est minimale.
- Les pays doivent continuer à **surveiller attentivement l'évolution du secteur financier**. Comme l'a montré l'expérience de ceux qui sont dotés d'agences réglementaires semblant plus compétentes, les difficultés du secteur financier peuvent avoir de graves conséquences pour l'économie réelle.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org.



La plupart des économies de la région semblent mieux réagir que par le passé à la crise économique mondiale actuelle. (photo: Newscom)